

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

4e CIRCONSCRIPTION DU VAL-D'OISE

Jean BRUMEAUX

56 ans — Marié — Père de trois enfants
Chevalier de la Légion d'Honneur — Croix de Guerre 1939-1945
Ingénieur de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures

Candidat du CENTRE-P.D.M.

ELECTEURS, ELECTRICES,

Habitant Montmorency depuis une dizaine d'années, je me suis occupé de diverses associations consacrées à l'aménagement de ma commune et de la vallée d'Enghien-Montmorency. Inquiet depuis longtemps de l'avenir de notre pays, j'ai répondu en 1966 à l'appel de Jean Lecanuet. Dans les circonstances présentes, les familles politiques doivent savoir s'élever au-dessus des considérations partisanes pour rechercher les conditions du salut de la France.

LES RAISONS DE MA CANDIDATURE

La presque totalité des maires de notre circonscription, estimant que M. Ribière ne peut plus la représenter efficacement, s'étaient accordés sur la candidature de M. Hatrel, conseiller général et maire de Deuil-La-Barre. Nous étions prêts à l'appuyer avec tous nos moyens. Malheureusement M. Hatrel, directeur de l'U.R.S.S.A.F., n'était pas éligible dans notre circonscription.

Un large secteur de l'opinion risquant de ne pouvoir faire entendre sa voix, mes amis m'ont demandé de me présenter à vos suffrages.

Les conditions anormales dans lesquelles ces élections ont été organisées nous contraignent à une campagne limitée à l'essentiel. Nous prions les électeurs de nous en excuser.

HALTE A LA DISCORDE !

Depuis un mois, notre pays a connu des journées chaotiques au cours desquelles la Nation et l'Etat ont failli s'effondrer.

De violentes manifestations d'étudiants, mélanges de revendications justifiées et de réflexes anarchiques, ont servi de détonateurs à l'explosion de grèves qui a paralysé toutes les activités. Contrairement à ce que nous avons toujours souhaité, le pays est pratiquement divisé en deux moitiés hostiles. Un tel état de choses, s'il était durable, risquerait de nous précipiter dans la guerre civile qui est le pire des maux.

LES CAUSES DE NOS MALHEURS

Sans doute, toutes les sociétés industrielles connaissent-elles présentement une mutation difficile. Mais en France le ralentissement de l'activité économique a entraîné l'inquiétude des étudiants, l'angoisse des personnes âgées, la révolte des travailleurs. Le Ve Plan prévoyait un chômage scandaleux de 500.000 personnes en 1970, chiffre qui est largement dépassé dès aujourd'hui.

Depuis 1965, nos amis ont protesté contre une politique économique et sociale injuste et maladroite. Leurs avertissements, ceux du Conseil économique n'ont pas été écoutés. Nous préconisions une politique

d'allégements fiscaux et d'augmentation progressive des salaires qui aurait relancé la production en permettant une augmentation régulière de la consommation et du niveau de vie. On a préféré une politique de prestige en matières militaire et internationale, au détriment des investissements productifs et des progrès sociaux souhaitables.

Le malaise a été aggravé par le refus officiel de tout dialogue avec les forces vives de la Nation.

— Les décisions relatives à l'aménagement du territoire, comme le schéma directeur de la région parisienne, sont prises sans confrontation véritable avec la population et ses représentants élus.

— De même il est inconcevable que le gouvernement ait légiféré par ordonnance en matière de Sécurité Sociale sans consultation du Parlement ainsi privé de son droit d'amendement.

— De même encore, le trouble étudiant et universitaire a pu se développer sans que les pouvoirs publics en prennent conscience, faute d'une libre discussion avec les intéressés.

— De même enfin, l'O.R.T.F. est devenu un instrument gouvernemental ne comportant aucune structure de dialogue et ne permettant pas aux citoyens de se faire entendre et de participer à la vie publique.

Cette situation anormale a été exploitée par les groupes d'extrême-gauche, tandis que le P.C.F. poussait ou retenait ses troupes selon une tactique fluctuante.

NOS OBJECTIFS

Dans tous les milieux, à tous les échelons, il faut remplacer le « monologue » d'hier par une libre discussion que le gaullisme n'a pas voulu pratiquer et qui est inconcevable en régime communiste.

Seul un vaste rassemblement des hommes et des femmes de bonne volonté, à la tête froide et au cœur généreux, peut sauver la nation en empêchant les extrêmes de la détruire. Telle est la tâche entreprise par Jacques Duhamel.

Le Gaullisme n'a pas l'apanage du patriotisme,
l'extrême-gauche n'a pas le monopole de l'esprit social.

Notre but est faciliter et susciter une large Union du Centre qui constituera une majorité nouvelle, pour une politique nouvelle. Elle agira dans le respect de l'équité et de la dignité humaine pour obtenir la révision des ordonnances sur la Sécurité Sociale, l'indemnisation des rapatriés, l'amnistie totale, l'amélioration de la condition des personnes âgées et la suppression de la crise du logement.

Cette majorité nouvelle devra donner un idéal à notre jeunesse ; — réformer profondément l'Education Nationale ; — avancer hardiment vers l'Europe unie, condition de notre prospérité ; — trouver des solutions neuves au problème social, dans le cadre d'une organisation professionnelle et interprofessionnelle.

Pour l'union et la réconciliation des Français,

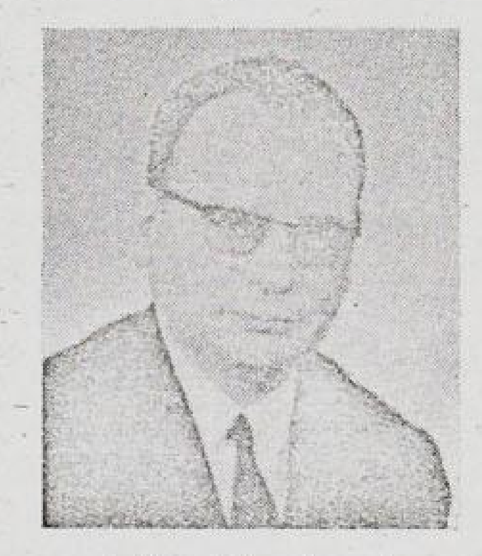
Pour la démocratie et le progrès

Votez

Jean BRUMEAUX

Candidat du

Centre - Progrès et Démocratie Moderne



Suppléant :
HENRY ROY
Chargé de Mission
au Commissariat du Plan.
Marié - Quatre enfants

IMP. BUIGNET, DEUIL-LA-BARRE

VU : LE CANDIDAT.